

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
COMMUNE
DE
SAINT-PIERRE



Procès-Verbal des délibérations du Conseil Municipal

Arrondissement de
SELESTAT-ERSTEIN

Séance du 15 mars 2021

Nombre des conseillers

élus : 15

Conseillers en fonction : 15

Conseillers présents : 14

Sous la présidence de M. Denis RUXER, Maire

Excusée : Mme MONPEYSEN Stéphanie qui donne
procuration à Mme D'ALPAOS Chantal

1. **Adoption du procès-verbal séance du 18 janvier 2021**
2. **Comptes administratifs et comptes de gestion 2020**
 - Commune
 - Budget annexe Spittelfeld
3. **Affectation des résultats 2020 sur budget 2021**
 - Budget commune
4. **Budget primitif 2021**
 - Budget commune
5. **Taux taxes foncières**
6. **Transfert au profit de la communauté de Communes du Pays de Barr de la compétence « Mobilités » dans le cadre de la LOM du 24 décembre 2019**
7. **Pacte financier et fiscal du territoire du pays de Barr- Prorogation des modalités de répartition des charges liées aux transferts antérieurs-**
8. **Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales- détermination des compétences exercées par la communauté de Communes du pays de Barr**
9. **Recensement de la population**
10. **Résiliation bail commercial presbytère**
11. **Passage à 30 km/ h rue du Lusthaeusel**
12. **Divers**

1. **Adoption du procès-verbal séance du 18 janvier 2021**
Le procès-verbal de la séance du 18 janvier 2021 est adopté à l'unanimité
2. **Comptes administratifs et comptes de gestion 2020**
 - Commune
 - Budget annexe SpittelfeldVU le code des communes et notamment les articles L121-27, L241-2, R241-14, R 241-15,
VU la délibération du Conseil Municipal en date du 13 février 2020, approuvant les Budgets
Primitifs de l'exercice 2020,

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal les conditions d'exécution des Budgets
2020,

Le Maire ayant quitté la salle, sous la présidence du doyen d'âge M. MULLER Philippe

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
ADOpte les Comptes Administratifs de l'exercice 2020, arrêté comme suit :

BUDGET COMMUNE

Sections R et D	FONCTIONNEMENT	D'INVESTISSEMENT
RECETTES	430234.68	314767.87
DEPENSES	374387.16	240156.38
Résultat 2020	+55847.52	+74611.49
Déficit/Excédent 2019	+37244.60	-114283.22
RESULTAT CUMULE 2019	+ 93092.12	-39671.73

Adopté à l'unanimité

BUDGET ANNEXE SPITTELFELD

Sections R et D	FONCTIONNEMENT	D'INVESTISSEMENT
RECETTES	33093.84	31950
DEPENSES	35514.89	0
Résultat 2020	-2421.05	+31950

Il n'y a plus de budget prévu en 2021. La dernière parcelle de 3.40 ares a été rétrocédée à la commune pour le projet l'ESCCO.

Adopté à l'unanimité

Comptes de gestion du receveur commune, budget annexe Spittelfeld exercice 2020

VU le code des communes et notamment les articles L241-4, R241-18, R241-19, L241-20,

Monsieur le Maire informe l'assemblée municipale que l'exécution des dépenses et recettes relatives à l'exercice 2020 a été réalisée par le receveur en poste à BARR et que les Comptes de Gestion établis par ce dernier est conforme au Compte Administratif de la Commune et du budget annexe Spittelfeld.

Considérant l'identité de valeur entre les écritures des Comptes Administratifs du Maire et des Comptes de Gestions du receveur,

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal,

à l'unanimité

ADOpte les comptes de gestion Commune, du budget annexe Spittelfeld de l'exercice 2020 dont les écritures sont conformes à celles des comptes administratifs pour le même exercice.

Adopté à l'unanimité

3. Affectation des résultats 2020 sur budget 2021

- Budget commune

Le Conseil Municipal, après avoir adopté le Compte Administratif 2020,
Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2020,

Budget commune

Constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de **+ 55847.52 €** et un déficit d'investissement de **39671.73 €**
Décide d'affecter le résultat comme suit :

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE au 31.12.2020	55847.52 €
DEFICIT D'INVESTISSEMENT au 31.12.2020	39671.73 €

Besoin de financement investissement	39671.73 €
--------------------------------------	------------

Décide d'affecter le résultat comme suit :

Au compte 1068 couvrir le besoin de financement	39671.73 €
Au compte 002 reporter en section de fonctionnement	53420.39 €
Au compte 001 déficit d'investissement reporté	39671.73 €

Adopté à l'unanimité

4. Budget primitif 2021

- Budget commune

VU

le code des Communes,

CONSIDERANT l'obligation législative de voter les Budgets Primitifs avant le 15 avril 2021,

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal les conditions de préparation du Budget Primitifs, les efforts faits par la Commune pour prendre en compte les besoins recensés,

Il rappelle la volonté de l'équipe municipale de maîtriser la pression fiscale ainsi que le recours à l'emprunt,

APRES en avoir délibéré

- **Le Conseil Municipal,**

ADOpte

le Budget Primitif 2021 commune arrêté comme suit :

Section	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	451916	451916
Investissement	280371.73	280371.73
TOTAL	732287.73	732287.73

Propositions de subventions pour 2021

Un montant de 9000 € est voté pour soutenir les associations réparti de la manière suivante :

Compte tenu de la crise sanitaire actuelle, une aide exceptionnelle de 4000 € est allouée au comité des fêtes pour pouvoir assurer la manifestation « Festi'Pierre » en juillet 2021

Nom de l'association bénéficiaire	nature de la prestation	Proposée en 2021
Comité des fêtes	Participation	4000
Barr Entraide	Cotisation annuelle	50
Amis mémorial Alsace - Moselle	cotisation annuelle	40
Ass des donneurs de sang du Canton de Barr	cotisation annuelle	40
La Prévention Routière	cotisation annuelle	25
Le Souvenir Français	cotisation annuelle	50
OCCE 67 C S 352 Ecole Elémentaire de St-Pierre	participation classe de découverte	1600
S.P.A. LIEPVRE	Convention de fourrière	540
Sté d'Hist. & Archéologie B.D.O.	cotisation annuelle	20
ADPEP, Particuliers	participations CLAH	50
A.G.F, A.V.S, F.D.M.J.C, Filopats	participations CLSH	50
Union Nationale des Combattants	Cotisation annuelle	30

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 MARS 2021

Association des chiens guides d'aveugles	Cotisation annuelle	50
Conseil National des Villes et Villages Fleuris	Cotisation annuelle	90
Subvention vélos électriques		1600
Divers		765

Adopté à l'unanimité

5. Fixation des taux des taxes foncières pour l'année 2021

Par délibération du 8 juin 2020, le Conseil Municipal avait fixé les taux des impôts à :

TH : 18.69%

TFPB : 10.23%

TFPNB : 44.75%

A compter de l'année 2021, la taxe d'habitation sur les résidences principales ne sera plus perçue par les communes, mais par l'Etat. En contrepartie, le taux TFPB 2020 du département (13.17%) est transféré aux communes.

Par conséquent, le nouveau taux de référence 2021 de TFPB de la commune est de 23.40% (soit le taux communal 2020+13.17%)

- De ne pas augmenter les taux d'imposition en 2021 et donc de les porter à :

TFPB : 23.40 %

TFPNB : 44.75%

Adopté à l'unanimité

6. LOI D'ORIENTATION DES MOBILITES DU 24 DECEMBRE 2019 (LOM) : TRANSFERT DE LA COMPETENCE ORGANISATION DES MOBILITES AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BARR – SAISINE DES COMMUNES MEMBRES

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N°99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

VU la loi N°2015-911 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi N°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

VU la loi N°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique ;

VU la loi N°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment son article 8-III, modifié par l'ordonnance N°2020-391 du 1^{er} avril 2020 ;

VU le Code des transports et notamment ses articles L1231-1 et L1231-1-1 ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2541-12, L5211-17 et L5214-16 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 portant mise en conformité des statuts de la Communauté de Communes du Pays de Barr ;

CONSIDERANT que la loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités vise à rationaliser l'exercice de la compétence d'autorité organisatrice de la mobilité en la confiant notamment à l'ensemble des communautés de communes, sous réserve que celles-ci délibèrent en ce sens

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 MARS 2021

avant le 31 mars 2021 dans les conditions prévues à l'article L5211-17 du CGCT, ce qui requiert ainsi une délibération concordante des communes membres selon les règles de majorité qualifiée, la compétence étant exercée à défaut de plein droit par la Région sur le territoire de la communauté de communes concernée à partir du 1^{er} juillet 2021 ;

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L1231-1-1 du Code des transports, la qualité d'AOM implique que la Communauté de Communes devienne compétente pour organiser, sur son ressort territorial, l'ensemble des services énoncés qui constituent ainsi un bloc de compétences non sécable, sans néanmoins comporter une obligation pour l'exercice réel de ces différents services qui sont susceptibles d'être déployés à la carte ;

CONSIDERANT dans ce contexte que le Conseil de Communauté a statué dans sa séance du 23 février 2021 sur le transfert de compétence à la Communauté de Communes du Pays de Barr en matière de mobilités ;

CONSIDERANT qu'il lui appartient par conséquent de se prononcer en ce sens conformément à l'article L5211-17 du CGCT ;

SUR les exposés préalables de Monsieur le Maire ;

et

Après en avoir délibéré ;

1° ADHERE

de manière concordante à la pertinence de doter la Communauté de Communes du Pays de Barr d'un large spectre d'interventions dans le domaine des mobilités afin de répondre avec efficience aux enjeux du territoire, ainsi qu'il en résulte de l'exposé préalable des motifs ;

2° DECIDE

par conséquent de se prononcer en faveur du transfert au profit de la Communauté de Communes du Pays de Barr de la compétence relative à l'organisation générale des services de mobilité prévus aux articles L1231-1 et L1231-1-1 du Code des transports et qui fera l'objet de l'inscription dans ses statuts d'une nouvelle compétence facultative intitulée : « *organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports* » ;

3° CHARGE

Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération au représentant de l'Etat dans le département ainsi qu'à Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays de Barr.

Adopté à l'unanimité

7. PACTE FINANCIER ET FISCAL DU TERRITOIRE DU PAYS DE BARR – PROROGATION DES MODALITES DE REPARTITION DES CHARGES LIEES AUX TRANSFERTS ANTERIEURS – COMPENSATION DES CHARGES RELATIVES A LA PARTICIPATION DES COMMUNES MEMBRES A L'ACQUISITION D'EQUIPEMENT DE PROTECTION DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE – DETERMINATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION POUR L'EXERCICE 2021

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N°99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

VU la loi N°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi N°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

VU la loi N°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1111-2, L1111-9, L2541-12, L5211-1 et L5214-16 ;

VU le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

VU l'Arrêté Préfectoral du 22 octobre 2012 portant création de la Communauté de Communes Barr Bernstein par fusion des Communautés de Communes du Piémont de Barr et du Bernstein et de l'Ungersberg et adoption de ses statuts ;

VU l'Arrêté Préfectoral du 28 mars 2017 portant mise en conformité des statuts de la Communauté de Communes du Pays de Barr ;

VU La délibération N°082/07/2014 du 18 novembre 2014 du Conseil de Communauté de la Communauté de Communes du Pays de Barr portant institution à compter de l'exercice 2015 du régime de la Fiscalité Professionnelle Unique dans les conditions prévues à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, et détermination des attributions de compensation (AC) provisoires versées aux 20 communes membres pour l'exercice 2015 ;

CONSIDERANT qu'à l'appui du rapport de la CLETC en sa séance du 10 septembre 2015, l'organe délibérant de l'EPCI avait fixé, par délibération N°061/05/2015 du 1er décembre 2015, le montant des attributions de compensation définitives pour l'exercice 2015 arrêtées à un total de 2 578 921 € ;

CONSIDERANT DE PREMIERE PART que cette décision était néanmoins assortie d'une clause de révision visant à pouvoir s'appuyer, pour la fixation des AC 2016, sur l'accord à intervenir entre la Communauté de Communes et les communes membres tenant impérativement compte des charges transférées selon la procédure dérogatoire ;

CONSIDERANT à cet égard que les travaux de la CLETC ont pu s'appuyer sur l'analyse financière réalisée par le Cabinet STRATORIAL FINANCES dans le cadre d'une étude prospective faisant apparaître un besoin de financement de l'ordre de 600 K€ par an pour la Communauté de Communes, destiné à couvrir ses charges courantes de fonctionnement liées aux transferts successifs de compétences et à l'augmentation croissante des actions communautaires sans aucune compensation de ressources, mais aussi pour rétablir de manière pérenne ses capacités d'investissement au travers d'une restauration de l'autofinancement ;

CONSIDERANT qu'à partir de ce postulat, il a été convenu de retenir une enveloppe globale de 400K€ représentative des charges transférées et répartie entre l'ensemble des communes membres en fonction d'un certain nombre de critères et de paramètres de péréquation et de pondération ;

CONSIDERANT que par délibération N°007B/01/2016 du 23 février 2016, le Conseil de Communauté avait ainsi statué sur la consécration de ce protocole visant à atténuer l'impact d'une série de charges liées aux compétences transférées antérieurement et dont le montant arrêté fut prélevé des attributions de compensation au titre des exercices 2016 et 2017, une clause de revoyure ayant été stipulée à l'issue de cette première échéance en perspective de la fixation des attributions de compensation à compter de l'exercice 2018, en fonction des considérations conjoncturelles et structurelles et sur la base des propositions devant émaner de la CLETC ;

CONSIDERANT qu'au bénéfice d'une gestion saine de la Communauté de Communes du Pays de Barr bâtie sur une maîtrise rigoureuse de ses charges de fonctionnement couplée à une assez bonne dynamique de la fiscalité économique, cet objectif intermédiaire a été atteint dont le profit partagé a permis le déclenchement de la seconde phase du Pacte Financier et Fiscal avec la mise en place par délibération du Conseil de Communauté N°061/05/2017 du 5 décembre 2017 d'un dispositif de redistribution solidaire constitué d'une enveloppe globale de 500 K€ répartie entre les communes sur la durée restante du mandat sous la forme de fonds de concours de nouvelle génération ;

CONSIDERANT néanmoins que l'enveloppe de 400K€ compensant des compétences intemporelles transférées antérieurement, il a été unanimement admis en Conférence des Maires du 30 août 2017 de prolonger et maintenir cet effort de solidarité à la même hauteur et

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 MARS 2021

en conservant strictement les mêmes critères, malgré l'augmentation des niveaux de services s'y rapportant, et sans préjudice des nouvelles compétences liées à la loi NOTRe qui génèrent également des charges supplémentaires pour la Communauté de Communes du Pays de Barr ;

CONSIDERANT que ces modalités consensuelles ont ainsi été entérinées par délibération du Conseil de Communauté N° 004C/02/2018 du 27 février 2018, en consolidant dans les mêmes termes ce dispositif sur la durée restante du mandat, en conservant cependant le mécanisme de révision visant à actualiser automatiquement tous les ans les paramètres servant de base à leur détermination en vertu des critères consacrés, les AC étant donc fixées en 2018, 2019 puis en 2020 selon le même procédé ;

CONSIDERANT cependant qu'au regard des bouleversements liés à la crise sanitaire ayant affecté les délais de mise en place de la nouvelle Assemblée Communautaire, et des contraintes de temporalité inhérentes à la construction d'un nouveau pacte financier et fiscal, il paraît donc impérieux afin de préserver transitoirement l'équilibre budgétaire de l'EPCI, de proroger d'une année supplémentaire le dispositif précédent en conservant le principe d'une simple réactualisation des critères retenus antérieurement pour la répartition de l'enveloppe annuelle de 400 K€ ;

CONSIDERANT toutefois que la reconduction de ce dispositif sur l'exercice 2021 tendant à réviser librement le montant des AC exige par conséquent le respect du régime dérogatoire prévu à l'article 1609 nonies C-V-1°bis au travers de délibérations concordantes du Conseil Communautaire statuant à la majorité des deux tiers et des Conseils Municipaux de l'ensemble des communes membres ;

CONSIDERANT DE SECONDE PART que la Communauté de Communes du Pays de Barr avait accepté le préfinancement de matériels de protection liés à la crise sanitaire destinés aux communes membres dans le cadre d'une acquisition groupée conduite avec les partenaires institutionnels associés ;

CONSIDERANT qu'il a ainsi été préconisé de liquider les modalités de répartition de cette charge d'un montant total de 18 145 € par le biais d'une déduction sur les AC respectives des communes membres, nécessitant également un accord exprès des Conseils Municipaux des communes intéressées ;

CONSIDERANT DE TROISIEME PART qu'il convient enfin de prendre en compte pour la détermination des AC distribuées au titre de l'exercice 2021 l'application de certaines mesures procédant de décisions antérieures et portant plus particulièrement sur la coparticipation des communes membres au déploiement du THD sur le territoire communautaire qui avait fait l'objet d'un étalement sur trois années successives, le montant à prélever sur le présent exercice s'élevant à 261 986 € ;

CONSIDERANT que le Conseil de Communauté de la Communauté de Communes du Pays de Barr s'étant unanimement prononcé sur ces différentes branches par délibération N°005/01/2021 du 23 février 2021, il appartient dès lors à l'Assemblée Municipale de statuer globalement en ce sens de manière concordante ;

CONSIDERANT que ces propositions avaient été soumises à l'avis consultatif de la CLETC qui s'est exprimée favorablement dans sa réunion du 26 janvier 2021 ;

SUR les exposés préalables de Monsieur le Maire ;

et

Après en avoir délibéré ;

1° ACCEPTE

de proroger d'une année supplémentaire les principes cardinaux ainsi que la méthodologie retenus lors du précédent mandat pour la détermination des charges antérieures de transfert imputées sur les AC des 20 communes membres à hauteur d'un montant global de 400 K€, par la reconduction sur l'exercice 2021 des paramètres de péréquation et de pondération servant à la détermination des clefs de répartition des deux parts constituant cette enveloppe ;

2° EXPRIME

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 15 MARS 2021

par conséquent son accord sans réserve visant à opérer la déduction correspondante sur les AC de la Commune de Saint-Pierre à hauteur d'un montant de 7554€ (cf tableau ci-dessous – colonne « transfert de charges ») en application de l'article 1609 nonies C-V1°bis du CGI ;

3° DECIDE

par ailleurs d'accepter, en vertu de la faculté prévue à l'article 1609 nonies C-V-1° du CGI, une minoration sur les AC des vingt communes membres au titre du cofinancement des fournitures de protection acquis par la Communauté de Communes du Pays de Barr dans le cadre de la crise sanitaire, cet ajustement représentant pour la Commune de Saint-Pierre un montant de 454 € (cf tableau – colonne « fournitures de protection » ;

4° RELEVÉ

d'une manière générale que ces éléments motivent un réajustement des attributions de compensation servies aux vingt communes membres intégrant en outre des facteurs d'antériorité, et qui ont fait l'objet d'un avis favorable exprimé à titre consultatif par la CLECT dans sa réunion du 26 janvier 2021, et qui se présentent ainsi au titre de l'exercice 2021 par agrégation des différentes considérations exposées précédemment sur la base d'un montant total de 1 889 285 € selon la répartition suivante :

Communes	AC 2015	Transfert de charges	AC 2021 recalculées	AAGV (1)	THD : Très Haut Débit	Fournitures de protection	AC 2021
Andlau	239 829 €	26 970 €	212 859 €		20 319 €	1 473 €	191 067 €
Barr	897 432 €	130 721 €	766 711 €	9 505 €	79 061 €	4 912 €	673 233 €
Bernardvillé	4 409 €	1 018 €	3 391 €		2 547 €	299 €	545 €
Blienschwiller	12 719 €	2 396 €	10 323 €		4 550 €	350 €	5 423 €
Bourghelm	23 069 €	10 801 €	12 268 €		6 339 €	385 €	5 544 €
Dambach-la-Ville	298 495 €	47 353 €	251 142 €		29 905 €	1 717 €	219 520 €
Elchhoffen	38 866 €	6 035 €	32 831 €		5 347 €	569 €	26 915 €
Epfing	239 645 €	44 397 €	195 248 €		22 730 €	1 239 €	171 279 €
Gertwiller	210 623 €	21 776 €	188 847 €		12 191 €	1 229 €	175 427 €
Goxwiller	41 346 €	12 718 €	28 628 €		8 089 €	614 €	19 925 €
Heiligenstein	17 198 €	13 769 €	3 429 €		9 314 €	804 €	6 689 €
Le Hohwald	55 912 €	5 808 €	50 104 €		11 005 €	438 €	38 661 €
Itterswiller	26 859 €	3 068 €	23 791 €		3 305 €	191 €	20 295 €
Mittelbergheim	103 537 €	11 214 €	92 323 €		7 991 €	628 €	83 704 €
Nothalten	14 262 €	4 997 €	9 265 €		5 308 €	354 €	3 603 €
Reichsfeld	4 296 €	1 754 €	2 542 €		3 716 €	186 €	6 072 €
Saint-Pierre	68 668 €	7 554 €	61 114 €		5 639 €	454 €	55 021 €
Stotzheim	109 696 €	20 262 €	89 434 €		10 344 €	671 €	78 419 €
Valff	139 476 €	16 810 €	122 666 €		14 991 €	1 089 €	106 586 €
Zellwiller	32 584 €	10 582 €	22 002 €		6 727 €	543 €	14 732 €
TOTAL	2 578 921 €	400 000 €	2 178 921 €	9 505 €	261 986 €	18 145 €	1 889 285 €

5° PREND ACTE

du caractère transitoire des modalités régissant en 2021 le dispositif de compensation des charges de transfert antérieures qui feront l'objet d'une réévaluation globale et d'une nouvelle détermination de ses critères dans le cadre du prochain Pacte Financier et Fiscal du Territoire du Pays de Barr devant être adopté, en accord entre l'ensemble des partenaires, lors de la session du second trimestre 2021 ;

6° ENTEND

émettre à cet égard et sans qu'elles soient de nature à constituer une réserve pour honorer les engagements relatifs à l'exercice 2021, les observations suivantes :

(ce § peut le cas échéant être rajouté dans l'hypothèse où le Conseil Municipal souhaiterait formuler soit des remarques sur le dispositif arrêté en l'état, soit des préconisations en prévision du prochain Pacte Financier et Fiscal) ;

6° AUTORISE

enfin Monsieur le Maire ou son représentant délégué pour procéder à l'application de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

8. Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales- détermination des compétences exercées par la communauté de Communes du pays de Barr

Par courrier du 17 décembre 2020, la communauté de communes demande aux communes membres de se positionner par rapport à la détermination des compétences exercées par la communauté de Communes du pays de Barr concernant la politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales.

Le conseil Municipal en prend acte

9. Recensement de la population

Au 1^{er} janvier 2021, la population totale de Saint-Pierre est de 650 personnes.

10. Résiliation bail commercial presbytère

Par courrier du 1^{er} février 2021, CD STRASS, locataire du local commercial au rez de chaussée du Presbytère, demande la résiliation de son bail. Le contexte actuel ne lui permet pas de maintenir son activité. La commune a accepté de réduire le préavis à 2 mois au lieu de 6 mois.

Le local est libéré au 1^{er} avril 2021.

11. Passage à 30 km/ h rue du Lusthaeusel

Vu le comportement de certains riverains qui roulent trop vite et mettent la vie des passants en danger, les membres du Conseil décident de limiter la vitesse de cette rue à 30 kms/heure et ainsi passer l'ensemble du village hors rue principale à 30 kms/heure.

Adopté à l'unanimité

12. Divers

- Mise en place d'un Conseil Municipal des enfants
Un appel à candidature est lancé auprès des jeunes de l'école et des collégiens de Saint-Pierre jusqu'à l'âge de 11 ans.
- 27 mars 2021 à 8 h 30 devant le CPI : journée nettoyage du CPI pour lister le matériel de la commune
- Une réunion est prévue par le comité des fêtes avec toutes les associations du village
- Ochterputz date à définir
- Réunion avec la société LICHHT 25 mars 2021 à 18 h
-

Saint-Pierre, le 18 mars 2021

Denis RUXER

Maire de Saint-Pierre



